



République Française
Département du Pas de Calais

Arrondissement de Béthune

- :: -
- :: -

COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE

- :: -

DELEGATION GENERALE DU MAIRE

- :: -

Renouvellement de l'adhésion à l'Association Française des Cinémas Art et Essai (AFCAE)

- :: -

DECISION DU MAIRE N° 2026-035

- :: -

Le Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2020-06 en date du 5 juillet 2020, visée en sous-préfecture de Béthune le 10 juillet 2020, consentant à Monsieur Ludovic PAJOT, Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière, pour la durée totale de son mandat, une délégation générale pour effectuer, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales, divers actes d'administration, et notamment l'alinéa 24,

Vu la délibération n° 61 du Conseil municipal en date du 28 novembre 2024 portant adhésion de la ville de Bruay-La-Buissière à l'Association Française des Cinémas Art et Essai (AFCAE) ;

Considérant que les missions de l'AFCAE sont notamment le développement et la diversité de cinématographique, par la projection de films d'actualités ou de patrimoines et de patrimoines, ou par tout autre moyen notamment l'organisation de débats et rencontres professionnelles ;

Considérant que la ville de Bruay-La-Buissière souhaite renouveler son adhésion auprès de cette association pour l'année 2026 ;

D E C I D E

Article 1 : La Ville de Bruay-La-Buissière renouvelle son adhésion auprès de l'association Française des Cinémas Art et Essai pour l'année 2026.

Article 2 : La ville de Bruay-La-Buissière réglera la somme de 1 800 €.

Article 3 : La présente décision du Maire peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut

également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site www.telerecours.fr.

Elle peut par ailleurs faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire de la présente décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au recours gracieux. Une absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

Publiée conformément à l'article L.2122-29 du Code général des collectivités territoriales,
Certifiée conforme,